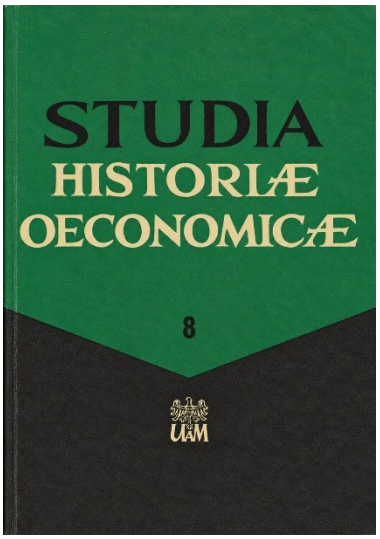


Sobczak, J. (1973) 'Transfert au Reich des Allemands pendant la Deuxième Guerre mondiale et son rapport avec la déportation de la population polonaise', *Studia Historiae Oeconomicae*, 8, pp. 187-212

https://doi.org/10.14746/sho.1973.08.1.010

Text of article:
https://pressto.amu.edu.pl/index.php/sho/article/view/57717

The text was digitised from an earlier printed edition of *Studia Historiae Oeconomicae*. The digitisation process involved scanning, automated optical character recognition (OCR), and subsequent manual verification of the recognised text. The original source material is held by the Collegium Historicum Library at Adam Mickiewicz University, Poznań.
bch.amu.edu.pl

The task was carried out within the framework of the competition "Social Responsibility of Science II – Support for Scientific Libraries". The project entitled "Digitization of archival editions of scientific journals collected by the Library of the Coll. Historicum of Adam Mickiewicz University". The project was co-financed from state budget funds granted by the Minister of Science within the framework of the Programme Social Responsibility of Science II. Support for Scientific Libraries (agreement no. BIBL/SP/0092/2024/02 of 05.12.2024).

Total value of the project: PLN 247,236.00. Amount of co-financing: PLN 220,836.00.









STUDIA HISTORIAE OECONOMICAE
UAM Vol. 8 — 1973 Poznań 1973

Janusz Sobczak (Poznań)

TRANSFERT AU REICH DES ALLEMANDS PENDANT LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE ET SON RAPPORT AVEC LA DÉPORTATION DE LA POPULATION POLONAISE

Bases et principes généraux

Le début de la Deuxième Guerre mondiale marquait en même temps le commencement d'une étape nouvelle dans la politique du Reich hitlérien relative à la minorité allemande installée en dehors de ses frontières, et tout particulièrement en Europe orientale qui était le principal objet de son expansion territoriale. Jusqu'à ce temps la minorité servait cette expansion plus ou moins consciemment, en partie involontairement, en élément qui désagrégeait de l'intérieur la souveraineté des pays qui leur offraient l'hospitalité. C'était le rôle joué par la minorité allemande en Tchécoslovaquie; en Pologne, ce fut l'un des prétextes invoqués par les Allemands pour déclencher la Deuxième Guerre mondiale; dans de nombreux cas la minorité allemande poursuivit ensuite une activité subversive dans les rangs de la V^{e} colonne hitlérienne. Cette politique changea après l'invasion dans la Pologne, des le deuxième mois de la guerre. Le Reich hitlérien remplaça par le transfert la tactique de maintenir sur place et d'inspirer la minorité ethnique allemande.

L'histoire ne connaît pas d'exemple de migrations aussi massives d'un groupe ethnique faites en si peu de temps de l'initiative du pays d'origine. Ce fut sur la seule initiative du Reich hitlérien que la minorité allemande fut transférée, au cours de la Deuxième Guerre mondiale, tout d'abord des pays de l'Est et du Sud-Est de l'Europe. Les transferts s'effectuaient à la suite d'accords conclus de l'initiative du Reich: le 15 octobre 1939 avec l'Estonie, le 21 octobre 1939 et le 31 août 1941 avec l'Italie, le 30 octobre 1939 avec la Lettonie, le 3 novembre 1939 avec l'URSS, le 5 septembre 1940 de nouveau avec l'URSS, le 22 octobre 1940 avec la Roumanie, le 10 janvier 1941 pour la troisième fois avec l'URSS et le 6 octobre 1942 avec la Croatie. De son propre chef et sans accord préalable, le Reich déplaçait la population allemande des territoires occupés par l'armée hitlérienne, p.ex. de la région de Chełmno et Lublin,

de la Bosnie, Serbie et des républiques méridionales-occidentales soviétiques. Il résulte des rapports confidentiels du Reichskommissar für die Festigung deutschen Volkstums (RKFdV) en la personne du Reichsführer SS Heinrich Himmler, que 770 577 personnes de nationalité allemande étaient transférées jusqu'à janvier 1944 [1]. Ce nombre dut certainement augmenter vers la fin de 1944, puisqu'un rapport de l'Einwandererzentralstelle (EWZ) qui relevait de Himmler annonçait que 1 030 278 personnes avaient été vérifiées pour qu'elles pussent recevoir la nationalité allemande. Du nombre cité par le document, l'EWZ ne doutait de l'origine allemande que de 113 451 personnes définies comme Deutschstämmige de la Pologne occupée, de 15 891 Slovènes et de 150 personnes d'„origine allemande" [2]. Toutefois le document en spécifiant le lieu de résidence des Allemands ethniques (p.ex. les Allemands baltes d'Estonie et Lettonie, de Galicie, Volhynie, Lituanie, Bukovine, Dobroudja, Bessarabie, Kocevje, Ljubljana, etc.) omettait les Allemands du Haut-Adige dont 79 000 furent transférés jusqu'à 1942 [3].

La plupart des déplacements des années 1939 - 1941 provenaient des territoires sur lesquels l'autorité allemande ne s'étendait pas en ce temps. Ils s'effectuaient en vertu des accords dont il est question plus haut, qui contenaient une clause sur l'option; les Allemands transférés codécidaient ainsi de leur sort si des critères ethniques et politiques le leur permettaient. La décision finale appartenait au Reich qui, après de longues intrigues avec les irrédentistes, déclarait tout à coup qu'il devenait nécessaire d'ordonner les rapports ethniques en Europe, prétendument pour éliminer un foyer de conflits internationaux. Hitler, depuis sa déclaration du 6 octobre 1939, prônait le principe d'un Etat homogène du point de vue national et, pour cette seule raison, décidait d'installer la minorité allemande dans l'orbe de ses influences.

En réalité le changement dans la politique du Reich hitlérien envers la minorité allemande n'était dû à aucun principe, et encore moins au désir de prévenir des conflits internationaux. Tout simplement, le cours des événements et le nouveau rapport des forces en Europe orientale n'offrait plus aux hitlériens, après septembre 1939, de possibilité réelle d'exploiter la minorité allemande comme un élément de pression politi-

[1] Th. Bierschenk, *Zahlen über während des Zweiten Weltkrieges umgesiedelte Volksgruppenangehörigen.* „Zeitschrift für Ostforschung". Marburg/Lahn 1954, p. 80 - 81.

[2] Durchschleusungsergebnisse der Einwandererzentralstelle. Stand vom 30 November 1944. Der Chef der Sicherheitspolizei und der S.D. Einwandererzentralstelle. Archives nationales de voïvodie à Łódź. No 1095/11.

[3] Bericht des RKFdV an den Führer über den Stand der Umsiedlungen. National Archives. German Records Microfilmed at Alexandria (ensuite: NA GRMA) T-81, bobine 314, cl. 2443773-2443784.

que et de chantage à l'égard des pays qui barraient la route à leur expansion. Dans la zone soviétique des influences ces possibilités n'existaient plus, et en dehors de cette sphère les prétextes aux agressions ne constituaient plus de problème pour les hitlériens. Un autre problème se présentait pour eux, celui de peupler d'éléments ethniquement allemands l'„espace vital" (Lebensraum) au nom duquel ils avaient déclenché la guerre. La minorité allemande qu'ils avaient trouvée dans la Pologne occupée par eux, disparaissait parmi l'écrasante majorité des Polonais. Au moment de l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale, dans les régions occidentales de la Pologne de l'entre-deux-guerres qui, en vertu du décret arbitraire de Hitler en date du 8 octobre 1939, devenaient une partie „intégrante" du Reich appelées „terres orientales incorporées" (Eingegliederte Ostgebiete), la population allemande n'atteignait que 6%, soit 600 000 sur les 10 740 000 de Polonais qui y habitaient [4].

Les hitlériens projetaient de peupler d'Allemands les territoires vidés de Polonais par voie d'extermination biologique. Contrairement à sa propagande, le Reich ne disposait pas de surplus humains, absorbés depuis longtemps par ses provinces occidentales hautement industrialisées et urbanisées. Ces provinces continuaient à réclamer de la main-d'oeuvre alors que la crise biologique allait s'approfondissant en Allemagne, que d'espace vital (Lebensraum). Les hitlériens exploitèrent cet espace conquis pour réaliser leurs plans d'extermination de peuples entiers qui comme en témoignait la structure démographique qui se détériorait et rendait difficile la poursuite de la colonisation séculaire allemande à l'Est; cette situation avait conduit dès le milieu du XIXe s. à une migration en sens opposé provenant des provinces orientales du Reich, définie parfois par les hommes de science allemands comme „fuite de l'Est" (Ostflucht). Il s'agissait d'une tendance naturelle, conforme aux lois démographiques d'exode des territoires agricoles à l'accroissement naturel plus élevé vers les territoires industrialisés et urbanisés à l'accroissement naturel plus faible.

Quoique en réalité indispensable et favorable au bon fonctionnement de l'organisme économique du Reich, l'exode vers l'Ouest [5] de la population allemande demeurait pourtant contraire au programme de poussée impérialiste vers l'Est d'un Etat qui, par voie de guerres et de conquêtes territoriales, s'efforçait d'apporter une solution au dilemme des disproportions entre les tendances territoriales expansionnistes et les possibili-

[4] Polish Ministry of Information. The German New Order in Poland. London (1941), p. 10 - 11.

[5] Heinz Rogman, démographe allemand, calcula que l'exode des territoires orientaux de l'époque vida ces territoires de 4.509.000 personnes en 1843 - 1935. D'après les statistiques officielles du Reich, 250.000 Allemands quittèrent ces territoires après l'accès de Hitler au pouvoir.

tés de peuplement du Reich, dilemme qui contredisait ouvertement le slogan du „peuple sans espace" (Volk ohne Raum) ou du prétendu manque d'espace vital (Lebensraum). Les hitlériens exploitèrent cet espace conquis pour réaliser leurs plans d'extermination de peuples entiers qui gênaient l'expansion territoriale de l'Allemagne impérialiste. Sur les territoires conquis, leur domination devait être affermie, entre autres, par les éléments ethniques allemands que les hitlériens destinaient au rôle de représentants de la „nation des maîtres". Mais les réserves humaines étaient, en Allemagne, insuffisantes même pour coloniser et germaniser ne serait-ce que les terres polonaises „incorporées au Reich".

Dans cette situation, les hitlériens recoururent à une mesure sans précédent dans leur pratique. Ils firent appel aux dernières réserves ethniques constituées par la minorité allemande, réduisant consciemment le front démographique allemand à l'Est. En premier lieu ils transféraient des pays d'Europe orientale, avec une hâte quasi fiévreuse, des groupements de minorité allemande solidement établis, depuis des siècles parfois. Cette circonstance n'était pas prise en considération. Ces minorités n'étant plus un atout politique valable à l'extérieur, elles cessaient de compter en tant qu'atout dans la politique étrangère allemande. Destinées au transfert, elle n'intéressaient les hitlériens que comme réserve de colonisateurs allemands sur les terres occupées polonaises.

Plans détaillés et leur réalisation

Tous les partisans de l'État hitlérien étaient intéressés à la colonisation et la germanisation des „terres incorporées" polonaises. D'accord sur les buts et principes, leurs opinions ne divergeaient que sur les motifs indirects, la succession des étapes et les méthodes d'action. Les fonctionnaires du NSDAP, par exemple, souhaitaient augmenter leur autorité dans l'appareil de l'État; l'office du „plan de quatre ans" de Hermann Göring examinait toutes les mesures à travers le prisme des besoins de l'industrie et de la production de guerre; le ministre de l'industrie Darré s'intéressait principalement, en dehors de ses théories „sang et terre" (Blut und Boden), à l'exécution du plan de production agricole et de l'approvisionnement en vivres. Le commandement de la Wehrmacht inspiré par les raisons de la défense, désirait placer sur les confins du Reich un front allemand ethniquement homogène. Heinrich Himmler, en tant que RKFdV, ourdissait les plans du futur empire SS dans les limites d'une Europe hitlérienne, dont le plan général oriental étendant les frontières est de cet empire jusqu'à Leningrad et la Crimée, devait constituer le couronnement [6].

[6] Cf. Cz. Madajczyk, *Generalna Gubernia w planach hitlerowskich* (Le Général Gouvernement dans les plans hitlériens). Studia. Warszawa 1961, p. 220.

Les experts et la direction VDA (Volksbund für das Deutschtum im Ausland) s'évertuaient à satisfaire tout le monde. La direction VDA, en raison de ses contacts permanents avec les minorités, possédait relativement beaucoup de discernement.

Le plan VDA prévoyait une répartition „nationale-stratégique" des transférés allemands, faite en trois opérations selon les cryptonymes: „la Digue" (der Damm), „le Pont" (die Brücke), et „la Frontière des paysans armés" (Wehrbauergrenze).

L'opération „Digue" avait pour but de consolider les ilôts allemands assez faibles jusqu'alors sur la ligne allant de Piła, le long de la rivière Noteć, par Bydgoszcz et Grudziądz à Działdowo. Elle devait séparer „les Kachoubes des Polonais apparentés par la langue", tout comme on avait séparé dans le passé les Lusaciens des Tchèques. Le „Pont" unissant Wrocław avec Działdowo passait par Kalisz, Konin et Włocławek, séparait les Polonais de Posnanie et de Pologne centrale. La „Frontière des paysans armés" conduisait de Haute-Silésie par Łódź en Prusse orientale.

L'initiative en matière de transfert était pourtant due moins aux plans qu'à un appareil prêt à agir. Le SS subordonné à Himmler se considérait comme l'avant-garde d'une lutte sans merci menée dans le Reich hitlérien pour consolider l'esprit allemand. Depuis longtemps certaines cellules du SS s'occupaient de politique raciale en pratique et en théorie. L'appareil SS avait les contacts les mieux organisés avec les groupes de minorité allemande résidant hors des frontières du Reich, aussi bien par l'intermédiaire du réseau du service des renseignements SD que par VOMI (Volksdeutsche Mittelstelle) dirigée par les cadres de SS. AussiHimmler n'était-il pas seulement le Reichsführer SS, mais aussi le chef de toute la police hitlérienne. En outre ses hommes s'étaient infiltrés dans les institutions nécessaires pour procéder aux transferts.

La supériorité de Himmler sur ses concurrents était également due au fait qu'il avait une certaine expérience puisée en Tchécoslovaquie occupée où agissait le Bodenamt qu'il avait créé ainsi que le Rasse- und Siedlungshauptamt (RuSHA). Selon la conception de Himmler les terres polonaises „incorporées au Reich" étaient destinées aux vétérans SS qui, après une guerre victorieuse, devaient recevoir en cadeau des biens fonciers. C'était la raison pour laquelle l'achat de ces biens par des Allemands du Reich ou transférés était fortement limité pendant la durée de la guerre. Dans la plupart des cas on ne leur confiait que l'administration (Treuhand) des biens polonais. Les Allemands transférés étaient les gardiens d'une réserve de biens et n'étaient, pendant la guerre, que les pions d'un parti joué par Himmler avec ses rivaux et concurrents [7].

[7] R. I. Koehl, *RKFdV: German Resettlement and Population Policy 1919 - 1945.*

Himmler ne pouvait pourtant se permettre de dédaigner entièrement ses rivaux. Il dut, par exemple, céder à Albert Forster qui, avec l'accord de Hitler, avait à l'égard de la Poméranie de Gdańsk qu'il administrait, sa propre conception de politique en matière de nationalités et ne voulait pas recevoir les Allemands baltes transférés. Au sujet de la colonisation rurale il dut s'en remettre au ministre pour les questions des vivres et de l'économie agraire, en la personne de son rival Darré. Il devait aussi tolérer, en procédant aux transferts, des institutions et des personnes qui ne relevaient pas de lui et qui faisaient passer leurs propres conceptions. Cela augmentait les malentendus et le chaos qui existait dans le système d'installation des Allemands transférés. Les solutions provisoires adoptées résultaient bien souvent des conflits internes, les milieux hitlériens n'étant d'accord que sur une germanisation totale et sur le repoussement définitif de la population polonaise des „terres incorporées". Au nom de ce but suprême, Himmler acceptait des compromis ainsi qu'en témoigne son accord pour une réduction de la superficie réservée aux colons d'après-guerre, au profit des Allemands transférés pendant la guerre. Il ne consentait au début qu'à leur attribuer 25% des terres agricoles, réservant les 75% restants à la colonisation d'après-guerre. Les proportions changèrent ensuite à 40 : 60, toujours en faveur des vétérans [8].

Indépendamment des frictions et compromis internes, le transfert et l'installation des Allemands étaient décidés, entre autres, par des éléments tels que le hiatus entre la théorie et la réalité, entre les plans idéalisés de consolidation de l'esprit allemand et les besoins de la production d'armements, principalement entre les succès escomptés avec optimisme et les défaites essuyées au front. De plus tous les Allemands transférés ne satisfaisaient pas aux critères raciaux, ethniques et politiques du système RKFdV. Pour cette raison tous ne pouvaient être installés sur les „terres incorporées". Nombre d'entre eux n'avaient ni les qualifications ni l'expérience requise pour diriger des entreprises, sans parler des exploitations rurales. Tous n'avaient pas non plus „titre au dédommagement" pour des exploitations délaissées. Seule l'industrie d'armement du Reich les employait volontiers. Sur les terrains destinés à la colonisation affluèrent les nombreux cadres de l'administration militaire et d'occupation et s'emparèrent des meilleures places. Les chemins de fer ainsi que tous les moyens de transport étaient mis surtout

A History of the Reich Commission for the Strengthening of Germandom. Harvard University Press, Cambridge 1937, p. 27 - 30, 41 - 43, 74.

[8] Der Menscheneinsatz. Grundsätze, Anordnungen und Richtlinien. Herausgegeben von der Hauptabteilung des Reichskommissariats für die Festigung deutschen Volkstums, Dezember 1940. Gedruckt in der Reichsdruckerei, p. VII.

à la disposition de la machine guerrière. Cela ordonnait de fréquents changements dans les programmes des transferts, les interrompait même des mois durant en cas de concentration des troupes, comme cela eut lieu avant l'agression hitlérienne contre l'URSS.

Toutes ces raisons, et en particulier les conceptions différentes qu'avaient de la germanisation Albert Forster et Erich Koch, qui exerçaient le pouvoir sur les terres septentrionales polonaises „incorporées au Reich", firent qu'en dehors de l'action expérimentale, et dans l'esprit de Himmler „modèle", conduite pour coloniser et germaniser la région de Zamość, la province la plus touchée par la colonisation hitlérienne fut la Grande-Pologne et la partie de la voïvodie de Łódź qui voisinait avec elle, constituant un organisme administratif appelé par les hitlériens Wartheland ou Warthegau. Aussi est-ce de cette province que les hitlériens déportèrent le plus de Polonais.

Système d'organisation des transferts et leur action

Le système de l'organisation des tranferts se basait sur la disposition de Hitler „au sujet de la consolidation de l'esprit allemand" datée du 7 octobre 1939. Hitler confia la tâche à Himmler qui reçut des pleins pouvoirs illimités l'autorisant à disposer de tout l'appareil administratif du Reich, et de toutes les institutions et sociétés existant sur son territoire. La première mesure prise par Himmler en octobre 1939 — en tant que RKFdV — c'était la création d'un nouvel office appelé Dienststelle des Reichskommissars, dit encore, du nom de son chef, Dienststelle Greifelt, ou encore depuis décembre 1940 — Reichskommissariat für die Festigung deutschen Volkstums.

L'office coordonnait l'activité de toutes les institutions et instances qui s'occupaient des transferts, et en premier lieu de toutes les polices hitlériennes, de VOMI et de VDA.

VOMI avait pour tâche d'entrer en contact direct avec la minorité allemande et de l'amener sur le territoire du Reich ou dans les limites de ses influences. Indépendamment de ses relations avec RKFdV, VOMI était reliée du point de vue de l'organisation également avec le NSDAP et l'AA. Cet état des choses facilitait la coopération avec les missions consulaires AA, indispensable lors des pertractations à l'étranger, ainsi qu'avec les instances du NSDAP sur les territoires où étaient aménagés les camps des transférés. La coopération étroite avec la police et les SS s'exprimait notamment dans le fait que la plupart des fonctionnaires de VOMI avaient des grades de police ou SS, et portaient les uniformes appropriés.

Sur les territoires qui faisaient l'objet d'un accord de transfert, les fonctionnaires de VOMI se livraient à la propagande, ils enregistraient

et vérifiaient les amateurs de départ. Ils établissaient la documentation indispensable, et surtout les listes des transférés. Ils organisaient leur voyage jusqu'aux ports ou gares de chemin de fer, et dans le cas de convois hippomobiles (Treck) — jusqu'aux postes-frontière. VOMI était responsable du voyage des transférés jusqu'à la frontière.

Mais les tâches de VOMI n'étaient pas finies à la frontière. Elle s'occupait des camps pour transférés: camps de passage (Durchgangslager), collecteurs (Sammellager) où les transférés étaient envoyés avant de recevoir un „lieu de résidence". Les éléments dont la valeur paraissait douteuse à l'„esprit allemand", étaient placés dans des camps d'observation (Beobachtungslager). Les élus munis de documents appropriés étaient transportés au „Aufnahmelager" placé près de leur future résidence. Il y avait environ 1500 camps de ce genre, aussi bien au Reich que sur les territoires qu'il occupait.

A la frontière du Reich ou de ses influences, les convois de transférés étaient accueillis par des commandants supérieurs SS et de la police, escortés de forces correspondantes de Sipo et Orpo. La police préparait de la place pour les transférés en déportant auparavant la population polonaise.

La Nationalsozialistische Volkswohlfahrt (NSV) approvisionnait les transférés en vivres, en vêtements, et leur prêtait assistance. Au transfert et à l'installation coopéraient en outre des organisations telles que: NSKK, NS-Frauenschaft, Hitlerjugend, Bund Deutscher Mädel, DRK, RAD, Organisation Todt, Technische Nothilfe ainsi que les formations militaires SS (Waffen-SS). Formellement, les droits juridiques des transférés étaient protégés par Deutsche Umsiedlungs-Treuhand-Gesellschaft (DUT) qui relevait de Himmler, et par son concurrent, Haupttreuhandstelle Ost (HTO) subordonné à Göring en raison du contrôle que celui-ci exerçait sur le „plan de quatre ans".

EWZ décidait si les transférés recevraient la nationalité allemande. On exigeait des transférés qui la sollicitaient non seulement une demande faite dans les formes requises et un enregistrement par la police. La demande était précédée d'examens et sondages détaillés pour établir le degré de leur „pureté raciale", leur état de santé, leurs qualifications professionnelles, leur engagement dans la „lutte des nationalités" et leurs opinions politiques. Le résultat de ces enquêtes décidait s'ils étaient envoyés au Reich ou sur les „terres incorporées". Des „états majors d'installation" (Ansiedlungsstäbe) s'occupaient des questions relatives à la colonisation [9], par l'intermédiaire d'états majors de travail dits Arbeitsstäbe qui existaient dans les chefs-lieux de district. Chacun des états

[9] Koehl, op. cit., p. 28 - 30, 118.

majors se composait de 30 - 40 personnes: plénipotentiaires SD, agriculteurs spécialisés, dessinateurs industriels et chauffeurs. Les états majors de travail établissaient la description des exploitations rurales (Hofkarten), dressaient des plans du village où étaient désignées les exploitations destinées aux transférés, des plans des cellules de colonies (Zellenspiegel) et des villages de colonies (Dorfspiegel). A mesure que les données parvenaient des états majors de travail, de VOMI et EWZ, les états majors d'installation élaboraient successivement: un plan d'installation préliminaire (Vorplan), approximatif (Grobplan) et définitif (Besiedlungsplan). Ces mêmes états majors fixaient le nombre de familles auxquelles étaient attribuées les exploitations. VOMI se servait de ce chiffre pour former les convois et transportait les transférés dans les exploitations rurales polonaises ou dans des logements polonais. La cérémonie d'installation „solennelle" était célébrée par les fonctionnaires des états majors de travail accompagnés d'une suite de policiers, de dignitaires de l'administration d'occupation, de représentants du NSDAP et des organisations affiliées.

Mobiles qui inspiraient les transférés et leur attitude

En étudiant les transferts hitlériens d'Allemands ethniques on se demande quelle était l'attitude personnelle de ces derniers envers les activités dont ils étaient l'objet. Ils n'étaient pas soumis à des études sociologiques. Un concours de Mémoires lancé au début de 1940 par VOMI à l'intention des Allemands dits baltes, volhyniens et galiciens, en fut l'unique succédané. Le choix des Mémoires publiés a la forme de lettres écrites par les Baltes allemands (Baltenbriefe) [10], contenant une grosse portion des slogans de la propagande hitlérienne dont on ne peut pourtant négliger l'effet sur l'attitude et le comportement des transférés allemands.

Les auteurs des lettres considéraient que, dans les pays baltes, „ils se tenaient sur des positions perdues" dans un entourage ethniquement étranger. Ils se sentaient lésés et quasiment „dépouillés" par les Estoniens et Lettoniens qui avaient „brisé leur épine dorsale sociale" en mettant en oeuvre au début des années vingt une réforme agraire partielle. „Rien ne pouvait plus retenir les Allemands, ni les églises allemandes, ni les tombes des ancêtres, ni les clubs, ni les écoles . . . Le drame touchait à sa fin . . . Sans une minute de réflexion la décision était prise: partir" [11].

[10] Baltenbriefe zur Rückkehr ins Reich, Bd. II, Berlin-Leipzig 1940.
[11] Ibid. p. 13 - 14, 19, 64.

Ils accoururent à l'appel du führer [12] qui leur ordonnait de créer sur les terres „incorporées au Reich" un nouveau „poste avancé à l'Est". Ils désiraient exécuter l'ordre de coloniser et de germaniser ces terres [13]. Ils considéraient qu'ils étaient des „porteurs de la culture" (Kulturträger). Ils comparaient leur rôle à une „garde montée à l'Est" (Wacht im Osten) [14]. Dès le début ils savaient qu'ils allaient pour germaniser les terres polonaises occupées [15]. La décision du transfert les avait légèrement surpris [16], en particulier le discours de Hitler écouté en commun devant les postes de radio le vendredi 6 octobre 1939. Ils n'espéraient pas un cours aussi rapide des événements [17]. Car les citoyens du Reich (Reichsdeutsche) devaient être prêts à partir dès le 8 octobre 1939 au soir [18]. Néanmoins la majorité des Allemands de Dorpat déclaraient quatre jours plus tard leur volonté de partir [19].

Ces déclarations, accueillies comme des options, s'accompagnaient — d'après les Mémoires des Baltes — de transports de joie. On leur avait dit, en effet, que le führer veillerait sur eux en personne [20]. Ils l'appelaient „l'homme de la Providence". Ils priaient pour lui [21] et exprimaient l'espoir que „le dieu allemand continuerait à le bénir à l'avenir". Ils priaient dans le ravissement: „Dieu, bénis le führer" [22]. Avec l'aide divine et le soutien du Reich ils souhaitaient faire des terres polonaises de florissantes provinces allemandes [23] et reconnaissaient que leur départ sur ces terres était un „lot donné par Dieu" [24].

Les moins pieux estimaient que l'appel du führer était „la voix de la patrie", „l'appel du sang" [25], „un aimant" [26], „une loi pour tous" [27], et surtout un ordre [28] qu'il fallait exécuter sous peine de briser avec la nation allemande [29] et l'Allemagne [30].

---

[12] Baltenbriefe, p. 63.
[13] Ibid. p. 42, 64.
[14] Ibid. p. 60.
[15] Ibid. p. 13 - 14, 17, 19, 28, 33, 34, 41, 44, 67.
[16] Ibid. p. 13 - 14, 51.
[17] Ibid. p. 46 - 47.
[18] Ibid. p. 28.
[19] Ibid. p. 46 - 47.
[20] Ibid. p. 54.
[21] Ibid. p. 11.
[22] Ibid. p. 12.
[23] Ibid. p. 50.
[24] Ibid. p. 13.
[25] O. E. Kyffhäuser, *Das Buch vom großen Treck.* Berlin 1940, p. 23.
[26] Baltenbriefe, p. 15.
[27] Ibid. p. 10.
[28] Ibid. p. 12.
[29] Ibid. p. 51.
[30] Ibid p. 56.

Ces menaces n'étaient pas nécessaires aux jeunes qui s'apprêtaient avec enthousiasme à aborder des tâches nouvelles au „Reich" [31]. Les personnes âgées avaient le plus de peine à quitter leur domicile [32], mais la pensée de l'avenir des enfants et du groupe national tout entier l'emportait [33], de même qu',,une foi et une confiance sans bornes placées dans le führer" [34]. Dans toute cette hâte, le temps manquait d'ailleurs pour les regrets [35]. Les sentiments attachés aux domiciles et aux lieux de résidence étaient acquittés par la constatation: „nous laissons ce qui est à nous et conquerrons une patrie" (Die Heimat haben wir aufgegeben und ein Vaterland gewonnen) [36]. Cette phrase était une variante du slogan officiel proclamé par Alfred Rosenberg, d'origine balte, qui affirmait: „Les Baltes perdent ce qui est à eux mais reçoivent une Patrie" (Die Balten verlieren eine Heimat, aber gewinnen ihr Vaterland) [37].

Cette course au transfert se propagea également parmi les Allemands dits galiciens et volhyniens. En Volhynie les commissions hitlériennes de transfert considéraient même comme un succès le fait de maintenir sur place les Allemands ethniques jusqu'à la fin des formalités [38]. Car un groupe d'Allemands des environs de Łuck n'attendit pas la commission et se mit en route presque immédiatement après le discours de Hitler [39]. Au nord du Bug qui servait de frontière se réunissaient les groupes d'Allemands ethniques, certains même le passaient illégalement. La propagande hitlérienne nota avec satisfaction que deux femmes l'avaient passé à la nage pendant la nuit: l'une avec un enfant de deux ans sur le dos, l'autre était enceinte [40].

Les fonctionnaires de VOMI n'avaient nul besoin de se livrer à la propagande [41], puisque les Allemands volhyniens venaient d'eux-mêmes aux points d'enregistrement [42], faisant parfois 60 km à pied [43]. „On ne voyait que des visages satisfaits" [44], souvent „baignés de larmes de bon-

[31] Baltenbriefe, p. 29 - 30.
[32] Ibid. p. 17.
[33] Ibid. p. 18 - 38.
[34] Ibid. p. 16, 65.
[35] Ibid. p. 57.
[36] Ibid.
[37] F. Vossler, *Die Balten kehren heim.* „Posener Tageblatt" du 31 octobre 1939.
[38] F. Lützkendorf, *Völkerwanderung 1940.* Berlin (1942), p. 84 - 85.
[39] Ibid. p. 14.
[40] Kyffhäuser, op. cit., p. 16.
[41] Ibid. p. 18.
[42] H. Sommer, *125.000 gewannen das Vaterland.* Volksdeutsche Heimkehr. Bd. IV. Berlin-Leipzig 1940, p. 15 - 18.
[43] *Bei den Deutschen in den Rokitnosümpfen.* „Ostdeutscher Beobachter" de janvier 1940.
[44] Sommer, op. cit., p. 18.

heur et d'émotion" [45]. Les reporters hitlériens se grisaient de descriptions des scènes émouvantes sur les ponts de Przemyśl [46] et de Hrubieszów [47]. Les transférés saluaient les postes-frontière allemands par les mots „Heil Hitler" ou „Heil unserem Führer" [48]. Ils plaçaient des portraits de Hitler sur les charrettes, ils déployaient aussi des drapeaux hitlériens cousus de leurs mains [49]. Il y eut des cas où l'on donna à des nouveau-nés, en grande cérémonie, le prénom d'Adolf [50], ou qu'on offrit des roubles en or du temps des tsars, passés en contrebande, „pour le cher papa Adolf Hitler" (für Väterchen Adolf Hitler) [51]. Une vieille de 103 ans se mettait en route [52], ainsi que des malades grabataires, même ceux que l'on estimait mourants [53]. La commission renvoyait certains à l'hôpital [54]. Les Allemands de Volhynie et de Galicie abandonnaient leurs domiciles sans regret [55] et sans appréhension [56].

Il faut dire qu'en comparaison avec eux, les Baltes voyageaient d'une façon quasiment luxueuse. La majorité des Baltes étaient transportés sur des navires, en automne, la traversée était courte et relativement confortable [57]. Les Allemands volhyniens et galiciens voyageaient dans des conditions plus mauvaises, durant un hiver particulièrement rigoureux où la température descendait jusqu'à 25° et 40° au-dessous de zéro. Malgré le froid intense, ils attendaient des heures entières dans les gares. C'étaient ces transférés qui avaient employé les fameux „Treck" pour faire une route de 210 km en 4 jours par un froid de −30°C. Le froid gelait les produits alimentaires qui cessaient d'être comestibles en cet état [58]. Il y eut des visages, des pieds et des mains gelés. On notait chaque jour 60 à 100 cas d'engelures ou de refroidissements graves qui exigeaient d'être soignés à l'hôpital [59]. 131 enfants naquirent pendant le voyage des Allemands volhyniens et galiciens [60]. Par un froid de −35°C, une famille

---

[45] Sommer, op. cit., p. 18 - 19, 37.
[46] Ibid. p. 54.
[47] Lützkendorf, op. cit., p. 82 - 83.
[48] Ibid. p. 82 - 83.
[49] Ibid. p. 15, 82 - 83.
[50] Sommer, op. cit., p. 58.
[51] Kyffhäuser, op. cit., p. 35.
[52] Ibid. p. 32.
[53] Lützkendorf, op. cit., p. 13.
[54] Kyffhäuser, op. cit., p. 21.
[55] Ibid. p. 29.
[56] Sommer, op. cit., p. 56.
[57] Baltenbriefe, p. 30, 33, 36, 40 - 41, 45, 48 - 49, 56, 59 - 60.
[58] Kyffhäuser, op. cit., p. 13 - 18; Lützkendorf, op. cit., p. 36 - 37.
[59] Kyffhäuser, op. cit., p. 36 - 37, 40 - 41, 49.
[60] A. Thoss, *Heimkehr der Volksdeutschen.* Berlin 1941, p. 29.

partit avec un nouveau-né [61]. Dans un autre cas, on emporta un enfant qui comptait trois jours [62]. Les accouchements dans les trains [63] ou les navires en marche [64] n'étaient pas rares. Par exemple: 14 enfants sont nés pendant une traversée. On les appelait „le cadeau des mères allemandes pour l'Allemagne" [65]. Les commentaires des chroniqueurs hitlériens sont caractéristiques. A. Thoss écrivit: „Ces faits n'étaient possibles que grâce à des coeurs ardents, à la crainte de rester seul. Grâce à la force inspirée par l'amour de la terre natale et de la patrie" [66].

Parmi ses slogans, Thoss révéla, certainement bien malgré lui, l'un des principaux moyens employés pour décider les Allemands transférés à abandonner en hâte leur résidence: la peur. La propagande hitlérienne s'en servit avec un cynisme total. Le correspondant du journal suisse „Neues Winterthurer Tageblatt", pourtant favorable aux Allemands, mit les points sur les „i" en écrivant qu'on effrayait les Allemands des pays baltes par l'épouvantail d'une „invasion soviétique". Il écrivit encore que la hâte et les déplacements n'étaient pas dus à telle ou autre situation de la minorité, à la politique ou à l'attitude des gouvernements qui leur offraient l'hospitalité, ni même au „danger de bolchevisme peint sur le mur", mais bien au besoin de peupler aussi rapidement que possible les territoires polonais conquis et occupés avec des Allemands conscients d'appartenir à la nation et à l'Etat allemands, ainsi que pour obtenir des travailleurs pour la machine de guerre hitlérienne. La situation et le cours des événements en Europe orientale forçaient à entreprendre les transferts. La direction du Reich n'avait en vue que l'intérêt du Reich impérialiste et non pas l'intérêt de la minorité allemande — comme la pratique devait le prouver bientôt [67].

D'un point de vue général, il y avait trois moyens pour inciter les Allemands ethniques à quitter en hâte leur résidence et à les gagner à la réalisation des buts tracés par le Reich hitlérien. Le premier consistait à créer un état de pression psychologique et de tension à l'aide des mots d'ordre nationalistes et raciaux sur la nécessité d'obéir à l'appel du sang, de la patrie, du führer, etc. sous peine de se détacher de la nation allemande. Les organisations de la minorité, ramifiées et possédant une

---

[61] Thoss, op. cit., p. 25.

[62] Sommer, op. cit., p. 36.

[63] Kyffhäuser, op. cit., p. 32; Thoss, op. cit., p. 25.

[64] Baltenbriefe, p. 45.

[65] *Der Baltenzug nach 700 Jahren.* „Ostdeutscher Beobachter" du 20 décembre 1939.

[66] Thoss, op. cit., p. 28.

[67] *Die Repatriierung der Baltendeutschen.* „Neues Winterthurer Tageblatt" du 22 novembre 1939, d'après NA GRMA, T-81, Bob. 291, cl. 2415320.

grande influence, dans lesquelles s'infiltraient AO NSDAP et SS, permettaient d'exercer cette pression dans tous les milieux sociaux de la minorité allemande. Les éléments hitlériens donnaient le ton et indiquaient la voie à suivre. Au moment des transferts la presse hitlérienne écrivait: Toutes ces organisations national-socialistes n'ont pas été, il est vrai, créées pour faire partir les Allemands de ces pays, mais puisque le führer l'ordonne, elles ont grandement contribué à exécuter l'ordre [68]. C'est par leurs soins que furent organisées des dizaines de comités et actions aidant pratiquement au transfert. Les jeunes militants de ces organisations, les partisans radicaux du national-socialisme ainsi que les agents venus du Reich — annonçait la presse neutre — appliquaient la terreur envers les personnes de nationalité allemande qui n'entendaient pas abandonner leur résidence pour aller là où les envoyait le führer [69].

La crainte d'une „bolchevisation" des pays habités par la minorité allemande répandue par ces organisations, poussait aux décisions hâtives et à l'obéissance. Les hitlériens agitaient l'épouvantail des „persécutions cruelles et de la mort", se posant en sauveteurs de leurs compatriotes allemands auxquels ils évitaient un tel sort. Ils les entouraient — non sans succès — d'un climat appelé par les hommes de science américains „horror sovieticus" [70].

La propagande hitlérienne tombait sur un sol malléable, les Baltes n'ayant pas la conscience pure à l'égard du pouvoir soviétique. Nombre d'entre eux l'avaient combattu l'arme à la main au début des années vingt. L'attitude des Allemands dits bessarabes avait été la même à l'égard des tendances révolutionnaires de la population indigène. Les hitlériens disposaient en outre de moyens de chantage vis-à-vis des Baltes, ceux-ci ayant envoyé des pétitions demandant l'aide de Hitler à l'époque des transformations politiques qui s'opéraient en automne 1939 dans les pays baltes. Les pétitions contenant des accents résolument antisoviétiques, on pouvait effrayer ces gens par la possibilité de mettre les autorités soviétiques au courant du contenu de ces pétitions [71].

Le troisième moyen, le plus efficace, était certainement le plus largement employé: il consistait à déployer devant les Allemands ethniques le mirage des avantages matériels qui suivraient le transfert. Les émissaires

---

[68] H. Bosse, *Das Aufbauwerk der baltendeutschen Jugend.* „Ostdeutscher Beobachter" du 24 janvier 1940.

[69] *Ein schwedisches Sozialistenblatt wittert in der Baltenumsiedlung die Wiederaufrichtung des Junkertums.* „Neue Zürcher Zeitung" du 20 octobre 1939, d'après NA GRMA, T-81, Bob. 291, cl. 2415397.

[70] J. B. Schechtman, *European Population Transfers 1939 - 1945.* Oxford University Press. New York 1946; Koehl, op. cit.

[71] Koehl, op. cit., p. 91.

hitlériens leurraient p. ex. le petit fonctionnaire qu'il deviendrait le maire d'une grande ville dans la Pologne occupée; ils assuraient l'ancien propriétaire foncier dont les biens avaient été en partie réduits en parcelle au cours des années vingt ou entièrement socialisés par les autorités soviétiques, qu'il serait largement dédommagé. Ils tenaient le même discours au paysan lui promettant qu'il serait plus riche, et persuadaient tous les Allemands ethniques qu'au lieu d'être des „citoyens de deuxième classe dans un pays étranger, ils régneraient sur une population non-allemande en Allemagne où ils ne lutteraient plus pour une école pour leurs enfants, pour la possibilité de parler l'allemand, pour le travail". Ils menaçaient en même temps ceux qui avaient envie de rester qu'ils perdraient tous les droits attribués à la minorité allemande. Les promesses étaient faites officieusement, mais par des personnalités haut placées dans la hiérarchie de l'Etat hitlérien, dont l'autorité comptait [72].

On trouve un écho de ces promesses dans les lettres que nous citons plus haut, dans la presse de l'époque et dans les élaborations allemandes au sujet des transferts. Parmi les phrases creuses transparaît un fil conducteur: tous les transférés allemands étaient persuadés que le führer leur assurerait un dédommagement, qu'ils recevraient une récompense [73]. Parmi les Allemands de Volhynie et de Galicie régnait la certitude qu'ils ne perdraient rien, et qu'en outre ils deviendraient propriétaires d'exploitations rurales „en Allemagne" [74].

Les Baltes estimaient qu'une telle compensation était évidente. Ils partaient certains de faire „un échange avantageux" [75]. Ils se voyaient d'avance dans le rôle de propriétaires de grands biens fonciers placés dans le „corridor" polonais [76]. Les Allemands de Volhynie et de Galicie demandaient sans cesse qu'on leur confirmât les assurances, selon lesquelles ils recevraient des exploitations plus grandes que celles qu'ils possédaient jusqu'alors [77].

L'espoir de s'enrichir facilement animait également d'autres groupes d'Allemands ethniques. Les pensées des Allemands dits bessarabes „tournaient autour de la terre nouvelle" [78]. Ils étaient persuadés qu'„elle

---

[72] Koehl, op. cit., p. 92.

[73] Baltenbriefe, p. 67.

[74] Lützkendorf, op. cit. p. 13.

[75] *Einer neuen Zukunft entgegen.* „Ostdeutscher Beobachter" du 7 novembre 1939.

[76] Baltenbriefe, p. 59.

[77] Lützkendorf, op. cit., p. 12, 37.

[78] *Bessarabiendeutsche Schicksale in der großen Wende.* „Ostdeutscher Beobachter" du 22 novembre 1940.

serait plus belle que dans l'anciennne contrée" [79]. Leur poète Hans Baumann écrivit un chant qui commençait par des paroles exprimant la joie de quitter la vie menée jusqu'à ce temps, les fermes et la terre. Dans sa version originale, le chant commence ainsi: „Freudig leisten wir Verzicht, lassen Hof und Erde" [80].

Les transférés allemands qui s'attendaient à améliorer rapidement et facilement leur sort, devaient éprouver bien des déceptions lorsqu'ils confrontaient les promesses avec la réalité.

Les premières plaintes émanaient des Baltes transférés les premiers. Ils les adressaient à Rosenberg qui, à son tour, les présenta le 23 janvier 1940 à Himmler. Dans une de ces lettres, postée en décembre 1939 à Poznań, l'auteur anonyme écrivait que „les Baltes avaient l'impression que leurs compatriotes du Reich ainsi que les Allemands ethniques locaux voulaient leur faire du tort et les détruire... les traitant comme de misérables réfugiés". Cela agita les esprits des Baltes au point, paraît-il, que leurs anciens chefs eurent de la peine à les apaiser. „Par bonheur — lisons-nous dans cette lettre — chaque Balte se disait que le führer ignorait ce qui se passait. Les autorités supérieures ont de bonnes intentions, par contre les petits fonctionnaires sont souvent imbus de leur importance et recouvrent d'un comportement grossier leur manque de savoir (...). Peu d'entre eux savent d'ailleurs qui sont les Baltes et ce qu'ils ont laissé". Le même auteur est indigné par les cas où les Baltes devenus „Treuhänder" devaient céder leur place à des „Treuhänder" du Reich. De même, lors de l'attribution des logements, les Baltes ne venaient qu'après eux [81].

Les logements font également l'objet d'une autre lettre écrite de Kalisz. Les Baltes y résidaient depuis le 9 novembre 1939. Dix jours après, 90% des arrivants „devaient se contenter de logements occupés auparavant par des Juifs, dont l'état ne pouvait pas contenter des gens civilisés". L'auteur de la lettre avait entendu dire: „Je mettrai le feu à cette maison, ou je me suicide". „Les femmes des familles aisées et cultivées en souffraient le plus". L'expulsion des Juifs et des Polonais de leurs logements s'effectuait en présence des Baltes, et ceux d'entre eux qui étaient membres du Selbstschutz y prêtaient la main. L'auteur constatait que „les actions de ce genre avaient une mauvaise influence sur la morale des transférés allemands. Il arrivait que de jeunes Baltes s'enivraient avant d'aller vider des logements juifs. Lorsque l'effet de

---

[79] *Mit den Bessarabien-Deutschen ins großdeutsche Vaterland.* „Ostdeutscher Beobachter" du 26 novembre 1940.

[80] *Heimkehr über den Pruth.* „Ostdeutscher Beobachter" du 31 octobre 1940.

[81] L. Poliakov, J. Wulf, *Das Dritte Reich und seine Denker.* Berlin (1959), p. 483 - 484.

l'alcool passait, la terreur reprenait ces hommes et ils buvaient de nouveau".

A Kalisz des bagarres éclataient entre les Baltes et les Allemands ethniques locaux qui avaient tendance à considérer les arrivants comme des intrus et des concurrents [82].

Deux mois après, Rosenberg écrivit une fois de plus à ce sujet à Himmler. Les lettres se multipliaient, elles exprimaient l'inquiétude que „l'enthousiasme national-socialiste avec lequel les Baltes avaient répondu à l'appel du führer, ne devienne de la résignation". Les lettres citaient des passages des appels lancés par les chefs de la minorité allemande dans les pays baltes et les annonces officielles des commissions de transfert parues durant le dernier trimestre 1939 dans les journaux „Revalsche Zeitung" et „Rigasche Rundschau". Ils promettaient monts et merveilles, mais les Baltes — bien qu'ils fussent depuis trois mois sur les terres polonaises — ne voyaient pas leur réalisation. Rosenberg reprocha à Himmler que ses plénipotentiaires pouvaient se donner plus de peine pour mener le transfert à bien. Il écrivait ainsi sous l'impression d'une des lettres dont il considérait l'auteur comme „un Balte sage, digne de confiance et pensant à l'allemande". Il rapportait donc à Himmler in extenso le passage suivant: „Il n'est pas possible de décrire l'accablement qui règne dans les vastes milieux des réémigrés et la dépression profonde qu'il provoque. Le groupe national qui, animé d'une grande foi et prêt à l'action, est accouru à l'appel de l'Allemagne national-socialiste, est devenu, au résultat du transfert, une foule éparse de gens désillusionnés, amers et privés d'espoir. Leur sentiment personnel de confiance fortement ancrée dans le führer a fait place à l'impression d'être à la merci du sort. Ces gens sont persuadés que l'accès au führer est interdit aux Baltes par de nombreuses instances intermédiaires. A cela s'ajoute l'amertume stupéfiante que la plupart des réémigrés manifestent envers la direction de leur groupe national, étant donné que, d'après l'opinion en cours, cette direction n'est pas le moins du monde à la hauteur des responsabilités et de la tâche de représenter et de défendre leurs intérêts. L'arbitraire, et souvent même la brutalité, avec laquelle ont été traités pendant le voyage, dans les camps de passage, les internats et les hopitaux les vieillards et les malades, les femmes enceintes ou en couches, a fait sur eux une impression écrasante. La même impression a suivi la nouvelle des décès survenus à la suite de ce traitement. À cela se sont ajoutés les cas où l'on donnait plus ou moins explicitement à entendre aux réémigrés qu'ils sont considérés comme des réfugiés dont la présence est une charge, des intrus indésirables, et des

[82] Poliakov, Wulf, *Das dritte Reich*, p. 484 - 485.

éléments incommodes et inutiles pour le développement de ces régions. C'est un sentiment écrasant pour le psychisme des gens que l'on a rappelés solennellement de leur terre natale en tant que national-socialistes et qui, sans aucune hésitation, se sont rendus à cet appel" [83]. La dignité des transférés allemands a certainement eu à souffrir de la part de leurs compatriotes du Reich, quoiqu'il ne fasse pas de doute que les auteurs des lettres à Rosenberg aient fait des drames d'affaires sans doute secondaires, apparues sur le fond des ambitions déçues. Continuant à nourrir l'espoir d'obtenir des avantages maximum, les transférés faisaient tout simplement subir un chantage à leurs protecteurs hitlériens en leur rappelant les promesses, en posant à ceux qui ont subi des dommages par leur faute, à grand renfort d'allusions du type „c'était bien mieux" (So-viel-besser-gewesen-sein) avant le transfert. Les descriptions embellies des conditions dans lesquelles ils vivaient auparavant témoignaient qu'ils voulaient s'enrichir vite et facilement des biens polonais pillés.

C'est le témoignage contre les Baltes apporté, bien malgré lui, par Wilhelm von Rüdiger, ex-président de la Deutsch-Baltische Volksgemeinschaft in Lettland. Il écrivit comme d'une chose allant de soi que les transférés recevaient en Grande-Pologne et en Poméranie des exploitations rurales comprenant jusqu'à 100 ha de terre arable. Il considérait juste qu'on leur donnât des maisons d'habitation, principalement à Poznań, Bydgoszcz, Kalisz et Gdynia, et aussi des entreprises industrielles, artisanales et commerciales, qui appartenaient à des Polonais. Il savait bien que les meubles que ses compatriotes recevaient pour rien, ou à un prix si bas qu'il en devenait symbolique, appartenaient à des Polonais. Il ne mettait nullement en doute ce procédé de pillage. Il se déclarait seulement quelque peu inquiet que „l'attribution des biens privés polonais libère parfois chez les transférés des instincts bas qui, à coup sûr, ne contribuent pas à relever leur sentiment du droit et de la morale. Plus d'un transféré qui, dans sa contrée natale, vivait dans des conditions plus que modestes, cherche à s'enrichir au détriment des Polonais expulsés de leur résidence" [84].

Rüdiger notait encore: „Les dédommagements versés jusqu'à présent aux Baltes sont généralement magnifiques, quoique en grande partie faits aux dépens de la propriété privée polonaise. Les terriens, notamment les propriétaires des réserves, reçoivent des fermes de grand rendement à la place des exploitations périclitantes laissées dans leur contrée natale. On ne prend pas seulement en considération la superficie de

[83] Poliakov, Wulf, *Das dritte Reich*, p. 485 - 487.

[84] W. v. Rüdiger, *Die „Deutsch-Baltische Volksgruppe"*. Hannover-Wülfel 1957, p. 6 - 7.

la terre qu'ils ont laissée, mais on y ajoute ce que la réforme agraire lettonnes ou estonienne leur a enlevé. Ils peuvent donc, après les années extrêmement pénibles vécues sous la domination lettonne ou estonienne, mener de nouveau une vie d'un niveau élevé. Il convient de le leur souhaiter de tout coeur. De même, du point de vue économique, la majorité de la population urbaine a remporté du transfert plutôt des avantages que des pertes. L'attitude magnanime envers les demandes de pensions pour les enseignants, les médecins, les pasteurs, et aussi les juristes, des femmes surtout, a assuré à de nombreux transférés d'excellentes conditions vers la fin de leur vie, leur offrant souvent des moyens auxquels ils ne pouvaient même pas rêver dans leur contrée natale" [85].

Attitude des autorités hitlériennes envers les transférés allemands après la fin des transferts

Après la période d'enthousiasme et d'euphorie, il apparut que les hitlériens ne tenaient pas aux Baltes en tant que tels. Ces derniers redoublaient d'efforts pour effacer leurs spécificités régionales et leurs coutumes, pour les fondre avec celles des autres groupes de transférés. Les organisations et associations de transférés gênaient, évidemment, l'amalgamation projetée des différents groupes d'Allemands ethniques. Aussi les autorités hitlériennes interdirent-elles sévèrement de créer ou de réanimer les organisations de ce genre. Cette interdiction, confirmée officiellement dans le Warthegau par l'ordonnance du Gauleiter Greiser datée du 6 août 1943, se rapportait non seulement aux associations à caractère culturel, religieux ou social mais même aux „fondations familiales" qui possédaient des traditions séculaires dans les pays baltes et disposaient de leurs propres capitaux transférés. Les tentatives de ranimation de ces sociétés étaient reconnues par Greiser comme „incompatibles avec l'intégration projetée des terres incorporées, et politiquement insupportables". Car le Reich n'avait nul besoin des Baltes ou des autres Allemands ethniques en tant que tels, mais d'Allemands qui, par leur nombre, contribueraient à éliminer la population polonaise du Warthegau pour lui donner le caractère d'une région mise en valeur par les Allemands [86].

Les phrases sur les transferts, prétendument nécessaires „pour sauver les Allemands ethniques du bolchevisme" s'avérèrent creuses et escomptées pour obtenir un effet immédiat. Même si l'on omet le fait qu'il était difficile de justifier de la sorte le transfert des Allemands du Haut-Adige, des pays du Sud-Est de l'Europe et des pays occupés par les Al-

[85] Rüdiger, op. cit., p. 7.
[86] Ibid. p. 8.

lemands, le cynisme et l'hypocrisie de ces arguments apparurent clairement après l'agression hitlérienne contre l'URSS. Même lorsque les troupes de l'agresseur hitlérien se trouvaient devant Moscou et Leningrad, lorsque les hitlériens profondément persuadés de leur victoire finale élaboraient le fameux Plan Oriental Général, même alors aucun d'eux ne prenait en considération la possibilité de retransférer les Baltes et les autres groupes d'Allemands ethniques dans leurs anciennes résidences, occupées pourtant par les troupes hitlériennes. Bien au contraire, les hitlériens entendaient empêcher de toute manière cette réinstallation.

La seule exception était constituée par une partie des Allemands dits lituaniens qui pouvaient séjourner temporairement, sans leurs familles, dans leurs anciens lieux de résidence, en exerçant des fonctions ayant trait à l'occupation ou en tant que soldats de l'armée hitlérienne. Au moment de l'agression contre l'Union Soviétique, cette armée avait besoin d'hommes de confiance sachant les langues: russe, ukrainienne, lituanienne, lettonne, estonienne, et en général les „langues orientales". Pour cette raison le commandement suprême de la Wehrmacht procédait depuis octobre 1941 à un recrutement spécial parmi les transférés allemands [87].

En vue de mieux exploiter l'agriculture, à la fin de juillet 1941 Himmler ordonna de choisir 3000 - 4000 personnes parmi les transférés de Bessarabie, Dobroudja et Lituanie pour les installer temporairement sur les territoires occupés de l'URSS. Il soulignait toutefois qu'on avait besoin d'hommes seuls, que les familles resteraient sur place [88], et qu'en aucun cas on ne devait désigner des Baltes pour cette tâche [89].

Après l'agression contre l'URSS, parmi les Baltes se trouvait un petit groupe d'anciens propriétaires de latifundia qui se demandaient si le moment n'était pas venu de briguer l'autorisation de revenir dans les pays baltes, dans leurs biens divisés par la réforme agraire qu'ils voulaient remembrer „en tant que points historiquement et stratégiquement importants". Ils organisèrent même une commission de cinq personnes, dans laquelle entrait Rüdiger. Ce dernier élabora un mémoire qui ne suscita pourtant aucun écho chez les autorités compétentes. Il se rendit compte qu'il était le seul intéressé par le mémoire, puisqu'il écrivit plus tard avec amertume: „L'intérêt des propriétaires fonciers pour les problèmes soulevés dans le mémoire disparaît peu à peu. Même les membres

---

[87] NSDAP, Gauleitung Schwaben, Augsburg, 20. X. 1941. Rundschreiben Nr. 250. NA GRMA, T-81, Bob. 284, cl. 2406406.

[88] Der Reichsführer SS RKFdV, Berlin 27. VII. 1941. (Lettre à l'EWZ): NA GRMA, T-81, bob. 296, cl. 2421732-2421733.

[89] VOMI, Aktenvermerk (Berlin), 8. VII. 1941; NA GRMA, T-81, bob. 296, cl. 2421740-2421743.

de la commission créée pour élaborer ces problèmes sont passifs au-dessus de toute mesure et finalement un des membres de la commission, primitivement très intéressé par le mémoire, m'a prié de cesser toutes les démarches, capables de nuire à la situation des agriculteurs auxquels on avait attribué d'excellentes exploitations dans le Warthegau. Le temps et les bonnes conditions matérielles du Warthegau repoussaient évidemment la pensée du retour dans l'ancienne contrée. Les mêmes changements s'effectuent certainement parmi les Baltes transférés dans les villes. C'est compréhensible et humain. On ne peut reprocher ce changement d'idées à des transférés qui luttent pour leur existence et celle de leur famille" [90].

Rüdiger faisait ainsi preuve de beaucoup de compréhension envers ses compatriotes. Il leur pardonna rapidement leur indifférence et l'oubli du pays où ils étaient nés et où ils avaient résidé, survenus en deux ans à peine. Ceci fut confirmé officiellement par un certain E. Petrull qui écrivit que les Baltes opposaient un „non" énergique quand on leur demandait, deux ans après leur transfert, s'ils souhaiteraient revenir dans les pays maritimes de la Baltique [91].

Cette attitude était certainement influencée par le fait que les hitlériens leur avaient assuré une bonne situation matérielle aux dépens de la population polonaise expropriée et pillée. Les Mémoires dont il était question plus haut et la presse allemande de l'époque contenaient de nombreuses déclarations de médecins, juristes, agriculteurs et représentants d'autres professions qui exprimaient leur joie et leur satisfaction des logements et cabinets médicaux bien équipés, des magasins bien achalandés, des entreprises industrielles, des ateliers artisanaux et des exploitations agricoles qu'on leur avait attribués. Leurs photos étaient mises officiellement à la disposition des journalistes étrangers, accompagnées du commentaire cynique que „tout avait été préparé par la patrie allemande pour ses hommes" [92].

Pour cette raison, les Allemands de Volhynie et de Galicie, plus primitifs que les Baltes, portaient au führer des sentiments d'une adoration quasi religieuse. Leur ravissement n'avait pas de bornes: malgré l'arrivée de dizaines de milliers d'Allemands ethniques, chacun recevait une ferme avec des chevaux, des vaches, des cochons et le reste du cheptel vif; il y avait des marmites sur la cuisine, les enfants trouvaient des poupées dans des berceaux [93]. À vrai dire, ils s'y attendaient. Ils dirigeaient leurs premiers pas vers les écuries et les étables, déçus et peinés

[90] Rüdiger, op. cit., p. 9.

[91] E. Petrull, *Die Umsiedler werden immer seßhafter.* „Ostdeutscher Beobachter" du 5 janvier 1942.

[92] Polish Ministry of Information, The German New Order, p. 205 - 206.

s'ils les trouvaient vides. Dans de tels cas on les rassurait en disant que le bétail passait dans les champs [94] ou qu'ils en recevraient bientôt pour „égaliser leur état de possession" avec ceux qui avaient mieux „réussi", avec des exploitations rurales polonaises plus riches [95]. Cela était d'autant plus facile aux hitlériens que depuis le début des transferts ils n'étaient gênés par rien dans la libre disposition des biens polonais. Aussi les distribuaient-ils généreusement aux transférés. Ils les invitaient à déposer des demandes, affirmant que le führer désirait que l'existence des transférés allemands fut assurée „largement et généreusement, sans bureaucratie" [96]. Les transférés étaient contents de recevoir plus de terre qu'ils n'en possédaient avant leur déplacement [97]. La superficie attribuée aux Allemands „volhyniens" avait de 20 à 30 ha en moyenne. Ils recevaient également davantage de porcins et de bovins [98].

Les transférés s'installaient volontiers sur les terres de la Warta et de la Vistule, en particulier ceux qui, en résultat des enquêtes de l'EWZ, avaient reçu la catégorie „A" équivalant à une affectation dans le Reich (Altreich). Ils déclinaient l'honneur, préférant la catégorie „O" (Ost--Fälle) qui leur permettait de rester sur les terres polonaises occupées. L'état major d'installation de Poznań l'expliquait par le fait que les transférés de catégorie „A" ne voulaient pas travailler au Reich comme ouvriers agricoles, ne souhaitant pas être plus pauvres que les transférés de catégorie „O" [99]. Cela confirme une fois de plus la thèse selon laquelle ce nétait pas la nostalgie de la patrie ni les raisons politiques, mais le désir de s'enrichir à bon compte qui poussait les Allemands ethniques à quitter les lieux de leur résidence.

Le fait qu'ils entraient en possession de biens polonais influençait sans aucun doute leur attitude envers les Polonais et faisait des transférés une sorte de complices du régime hitlérien dans sa lutte contre la nation polonaise. Ils savaient que c'était ce que l'on attendait d'eux [100]. Ils ne différaient pas, sous ce rapport, des Allemands ethniques locaux et des Allemands du Reich. Presque tous faisaient preuve d'une même

---

[93] A. Greiser, *Der Aufbau im Osten.* Jena 1942, p. 14 - 15.

[94] H. Rimscha, *Einführung ins neue Heim.* „Ostdeutscher Beobachter" du 28 août 1940.

[95] Deutsche Bauern aus Galizien und Volhynien. (Affiche). NA GRMA T-81. Bob. 291, cl. 2415459.

[96] *Umsiedlungs-Treuhand-Gesellschaft in Posen.* „Ostdeutscher Beobachter" du 23 novembre 1939.

[97] Rimscha, op. cit.

[98] E. Petrull, *Im Wartheland ist es schöner als in Wolhynien.* „Ostdeutscher Beobachter" du 13 octobre 1940.

[99] EWZ. Vermerk, 21. VIII. 1941; NA GRMA, T-81, Bob. 296, cl. 2421706-2421713.

[100] Baltenbriefe, p. 65.

brutalité envers les Polonais. Seuls des individus ne mettaient pas en pratique les instructions des autorités hitlériennes [101]. Le Gauleiter Greiser disait aux transférés: „Nous devons, sur cette terre, agir comme les chevaliers teutoniques. Aussi bien par le glaive que par la charrue" [102].

Tous les transférés allemands n'avaient pas les conditions requises pour jouer les Chevaliers teutoniques. Selon les critères hitlériens, nombre d'entre eux — comme on sait — ne possédaient pas de qualifications raciales, politiques ou professionnelles suffisantes. Il leur arrivait d'être disqualifiés, par exemple par un mariage avec une personne de nationalité ou de race différente. Les meilleures exploitations agricoles étaient réservées pour l'après-guerre, pour les vétérans du front. Les Allemands de Bessarabie, Bukovine et Dobroudja n'étaient pas préparés à diriger de grandes exploitations. Ils arrivaient d'ailleurs au moment où apparaissaient les premières difficultés entraînées par la situation défavorable sur les fronts. À mesure de l'écoulement du temps, on leur attribuait des exploitations de plus en plus petites [103].

Les expériences colonisatrices de RKFdV provoquèrent — on s'en aperçut bientôt — des répercussions économiques négatives. Elles ne favorisaient pas le rythme continu ni la croissance d'une production indispensable à un marché exigeant en raison de la guerre. Et enfin les grandes actions de transfert furent sérieusement paralysées, l'armée ayant besoin de moyens de transport, et surtout des chemins de fer [104].

Dans ces conditions de nombreux transférés allemands, indépendamment des détenteurs de la catégorie „A" envoyés au Reich, attendirent de longs mois dans les camps, souvent jusqu'à la fin de la guerre, que l'on décidât de leur sort. Leur installation n'avançait pas vite puisqu'en 1941 il y avait encore plus de 1500 camps, dont 1000 groupaient 270 000 personnes. Dans les camps de la seule Silésie il y avait 40 000 Allemands transférés [105].

Le séjour au camp n'était pas agréable. Les hitlériens veillaient avec pédanterie à l'opération de l'épouillage [106]. On volait aux transférés les

---

[101] A. Hohenstein, *Wartheländisches Tagebuch aus den Jahren 1941/1942*. Quellen und Darstellungen zur Zeitgeschichte. Band 8. Veröffentlichungen des Instituts für Zeitgeschichte, Stuttgart 1961, p. 320.

[102] *Auftakt zur Propaganda-Arbeit der Partei*. „Ostdeutscher Beobachter" du 8 septembre 1940.

[103] Petrull, *Im Wartheland*...

[104] Koehl, op. cit., p. 99 - 100, 101 - 110, 118, 161 - 165.

[105] Thoss, op. cit., p. 71 - 72.

[106] Lützkendorf, op. cit., p. 33.

produits alimentaires qu'ils avaient emportés avec eux [107]. Dans les magasins de vivres et les cuisines les abus étaient habituels [108]. À la suite de ces vols, les transférés recevaient des repas pauvres en calories et mal préparés [109]. Mais ils avaient peur de protester [110]. Une discipline presque prussienne était appliquée. Pendant la journée les transférés n'avaient même pas le droit de s'allonger sur leur lit [111], ils devaient monter la garde et encouraient des peines disciplinaires [112]. La formation hitlérienne était obligatoire [113].

Certains transférés comparaient le camp à la prison [114], les camps étant entièrement isolés de l'extérieur. Même les officiers de la Wehrmacht, qui venaient enregistrer les recrues, devaient être munis d'un laissez-passer [115]. Le prêtre appelé auprès d'un mourant ne pénétrait que dans l'infirmerie [116], jamais sur le territoire du camp [117]. Il était interdit de suspendre des images pieuses [118] et de colporter des revues religieuses [119]. La correspondance était contrôlée [120]. Il était interdit de jeter les lettres dans les boîtes en dehors du camp [121]. La liberté des transférés allemands était limitée au point qu'ils ne pouvaient contracter mariage si les fiancés avaient reçu des catégories différentes de l'EWZ [122]. Les

---

[107] Dokumentation der Vertreibung der Deutschen aus Ost-Mitteleuropa, Band I - IV, Groß-Denkte (Wolfenbüttel) 1954 - 1958. Bd. III, p. 39.

[108] Ibid. p. 44 - 45.

[109] Ibid. p. 29.

[110] Ibid. p. 37.

[111] Ibid. p. 39.

[112] VOMI. Lager-Rundbrief Nr. 1. Vertraulich (décembre 1940); NA GRMA, T-81, Bob. 314, cl. 2443896-2443908.

[113] VOMI. Einsatzführung Graz, 9. IX. 1941. Rundschreiben Nr. 50. Streng vertraulich!; NA GRMA T-81, Bob. 314, cl. 2444004.

[114] Dokumentation der Vertreibung, p. 43.

[115] RKFdV, VOMI, Einsatzführung Schwaben. Augsburg 31. X. 1941. Rundschreiben Nr. 255; NA GRMA T-81, Bob. 284, cl. 2406399.

[116] Cf. annotation No 112.

[117] NSDAP, Gauleitung Schwaben, VOMI, Augsburg 7. II. 1941. Rundschreiben Nr 20; NA GRMA, T-81, Bob. 294, cl. 2406318.

[118] NSDAP, Gauleitung Schwaben, VOMI, Augsburg 29.X.1941. Rundschreiben Nr. 153. NA GRMA, T-81, Bob. 284, cl. 2406400.

[119] VOMI. Gau Steiermark. Graz 9. IX. 1941. Rundschreiben Nr. 50. NA GRMA, T-81, Bob. 314, cl. 2444004.

[120] VOMI, Umsiedlung. Gau Steiermark. Graz 17. VII. 1941. Rundschreiben Nr. 39; NA GRMA, T-81, Bob. 314, cl. 2444030.

[121] VOMI, Umsiedlung. Gau Steiermark. Graz 2. XII. 1940. Rundschreiben an alle Lagerführer der VOMI im Gau Steiermark; NA GRMA, T-81, Bob. 314, cl. 2444120.

[122] RKFdV, Berlin 10. IV. 1941. Vorgang: Heirat zwischen O- und A-Fällen; NA GRMA, T-81, Bob. 396, cl. 2421764-2421765.

transférés n'avaient pas le droit de quitter sans autorisation le camp dans lequel ils avaient été envoyés [123]. La vie dans un camp bondé et l'espoir d'un enrichissement facile perdu, le travail dans des établissements industriels auquel ils n'étaient pas habitués, l'oisiveté chez d'autres, l'ennui et l'incertitude du lendemain remplissaient la coupe. Ils subissaient des dépressions appelées „psychose du camp" (Lagerpsychose) [124].

Ce ne fut pas parmi les élus installés sur les terres polonaises occupées et contents de leur sort, mais parmi ceux qui séjournaient dans les camps que naquit subitement la „nostalgie" des anciens leux de résidence. Il. fallait beaucoup de courage et de détermination pour la manifester. Ce fut le cas d'une partie des transférés de Bessarabie, Bukovine et Dobroudja qui refusèrent, au début d'octobre 1941, la nationalité du Reich. Environ 400 personnes agirent de la sorte, dont 11 furent emprisonnées comme exemple [125].

La nouvelle que certains groupes de transférés étaient mécontents de leur séjour prolongé dans les camps, parvint à Himmler qui chercha à apaiser les esprits par son appel du 30 janvier 1942 [126]. L'appel s'adressait aux 125 000 personnes qui se trouvaient encore dans les camps VOMI. Dans ce nombre, environ 100 000 possédaient la catégorie „A", le reste — la catégorie „O". La plupart séjournaient depuis plus d'un an dans les camps [127]. Les hitlériens n'arrivèrent d'ailleurs pas, jusqu'à la fin de la guerre, à résoudre le problème des camps. L'enquête faite en 1941 à la suite des cas, peu nombreux en fin de compte, de refus de la nationalité du Reich, prouva que les personnes qui agissaient ainsi, déçues par leur séjour au camp et ayant perdu leurs illusions, s'accrochaient à la pensée de revenir chez eux, de retrouver leurs anciennes exploitations [128]. Ceux qui séjournaient au camp estimaient qu'ils avaient subi des dommages, tout comme leurs compatriotes de catégorie „A" qui, pour les mêmes raisons, allaient auprès de leur propre chef à l'EWZ de Łódź pour solliciter personnellement le changement de leur catégorie

---

[123] NSDAP. Gauleitung Schwaben. VOMI. Augsburg 30. VI. 1941. Rundschreiben Nr. 138. NA GRMA, T-81, Bob. 284, cl. 2406180.

[124] Archives de l'Institut Oriental, doc. I-401.

[125] EWZ. Fliegende Kommission VII. Werneck, 14. VII. 1941. (Note). NA GRMA, T-81, Bob. 296, cl. 2421696-2421697.

[126] Umsiedlung. (Affiche signée par Himmler, datée du 30. I. 1942). NA GRMA, T-81, Bob. 291, cl. 2415419.

[127] Koehl, op. cit. p. 139.

[128] SS-Obersturmbannführer Dr Meixner. Gottschee 21. XI. 1941. Bericht über Durchschleusungsverweigerung in Mainfranken; NA GRMA, T-81, Bob. 296, cl. 2421663-2421667.

en catégorie „O" et obtenir, par cela même, la possibilité tentante de s'établir dans les exploitations polonaises [129].

Les stimulants matériels et les calculs étaient donc une force motrice, supérieure à toutes les autres raisons au moment où les Allemands ethniques décidaient de changer de pays. En dépit de tout, des centaines de milliers d'Allemands ethniques répondirent volontairement à l'appel et aux promesses hitlériens, prêts à remplir le rôle de colonisateurs des terres conquises, escomptant des profits exagérés et cherchant à s'assurer une position sociale particulièrement privilégiée. C'est la raison de la facilité stupéfiante avec laquelle ils abandonnaient leur milieu et l'existence qu'ils avaient menée pour entrer en possession d'une propriété étrangère, à un titre juridique fortement douteux, dans un entourage étranger, pendant que la guerre au sort incertain durait encore. Ils ne pouvaient ne pas se rendre compte de son carractère et de leur participation, puisque au cours de la phase finale de la guerre ils partirent avec les troupes hitlériennes en retraite. Ainsi retournait à ses sources naturelles, de toutes les terres conquises et colonisées dans le passé, le flot des migrations allemandes orientales qui n'était plus endigué par la force d'un Etat impérialiste. Il revenait là d'où il était sorti des centaines d'années auparavant.

---

[129] EWZ. (Łódź), 26. XI. 1941. Vermerk für den Leiter der EWZ; NA GRMA, T-81, Bob. 296, cl. 2421661-2421662.